

Overwegende dat elke vertraging in de aanneming en de uitvoering van bovenvermelde steunregelingen nadelig zou zijn voor het geheel van de zuivelsector;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 76^{quater}, eerste lid, eerste zin, worden de woorden "verwerking en afzet" vervangen door de woorden "verwerking of afzet".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4171

[2009/205967]

**17 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008
pour les investissements dans le secteur agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour la viande de volaille;

Vu le Règlement (CE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le Règlement (CE) n° 2295/2003 de la Commission du 23 septembre 2003 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1907/90 du Conseil concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 509/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif aux spécialités traditionnelles garanties des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil du 20 mars 2006 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural;

Vu le Règlement (CE) n° 1898/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 510/2006 du Conseil relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER);

Vu le Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de minimis dans le secteur de la production de produits agricoles (JO L 337 du 21 décembre 2007);

Vu le Règlement (CE) n° 1320/2006 de la Commission du 5 septembre 2006 fixant des règles transitoires pour le soutien au développement rural prévu par le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil (JO L 243 du 6 septembre 2006);

Vu le Règlement (CE) n° 74/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 portant modification du Règlement (CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au développement rural par le FEADER (arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009);

Vu le Règlement (CE) n° 320/2006 du Conseil du 20 février 2006 instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté européenne et modifiant le Règlement (CE) n° 1290/2005 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu les décisions de la Commission des 27 juin 1977 et 29 juillet 1983 modifiant les limites des zones défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 (Belgique);

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiées par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 29 février 1988 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon;

Vu le décret du 14 février 2007 relatif à l'identification des conjoints aidant en agriculture;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 mai 1993 relatif à la formation et au perfectionnement professionnels des personnes travaillant dans l'agriculture et ses modifications postérieures;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 1998 relatif à la protection des veaux dans les élevages de veaux;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant exécution du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à la protection des porcs dans les élevages porcins;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant agrément définitif de l'organisme payeur wallon pour les dépenses cofinancées par Fonds européens d'orientation et de garantie agricole, section garantie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers modifié le 26 janvier 2006, le 21 décembre 2006 et le 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2005 relatif au bien-être des ratites détenus à des fins d'élevage;

Vu l'arrêté royal du 17 octobre 2005 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires d'origine animale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité en agriculture prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Considérant les lignes directrices de la Communauté du 27 décembre 2006 concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013 (JO 2006/C 319/01);

Considérant qu'il est indispensable d'adapter très rapidement les conditions d'octroi des aides du FEAGA prévues dans le programme de restructuration pour la diversification dans le secteur du sucre;

Considérant l'urgence de ces adaptations afin qu'elles s'appliquent dès la campagne sucrière en cours;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 84 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Un exploitant agricole ou une association d'exploitants agricoles dont le quota de livraison de betteraves sucrières ou de chicorées a été réduit pour la campagne 2008/2009 dans le cadre de l'abandon au fonds de restructuration et qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le chapitre I^{er} du titre 2, peut, en dehors de son plan d'investissement, introduire une ou plusieurs demandes d'aides portant uniquement sur des investissements en matériels spécifiques à la culture et à la récolte des betteraves sucrières et des chicorées. A l'exception des articles 12 à 16 et de l'article 7, § 1^{er}, 4^o et 5^o, qui ne sont pas d'application ainsi que du montant minimal de 5.000 EUR figurant à l'article 17 qui doit ici s'entendre par demande d'aide et non par investissement, les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre I^{er} du titre 2. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre.

Le montant d'aide est fixé de façon à atteindre un taux d'intervention total de 40 % de la valeur de l'investissement. Ce montant n'intervient pas dans le calcul du montant total de l'aide à l'investissement sur la programmation 2007-2013 fixé à l'article 89.

Une CUMA dont la majorité des membres ont eu leur quota de livraison de betteraves sucrières et/ou de chicorées réduit pour la campagne 2008/2009 est également éligible.

§ 2. Un exploitant agricole ou une association d'exploitants agricoles dont le quota de livraison de betteraves sucrières ou de chicorées a été totalement abandonné pour la campagne 2008/2009 dans le cadre de l'abandon au fonds de restructuration et qui répond aux critères d'accès au bénéfice de l'aide le concernant tels qu'ils sont fixés dans le

chapitre I^{er} du titre 2, peut, en dehors de son plan d'investissement, introduire une ou plusieurs demandes d'aides portant uniquement sur des investissements mobiliers et immobiliers pour le lancement d'une nouvelle production et/ou activité dans le cadre de leur exploitation.

Par nouvelle production ou activité, il y a lieu d'entendre une production ou une activité qui n'était pas développée sur l'exploitation avant l'abandon du quota de livraison de betteraves sucrières ou de chicorées. A l'exception des articles 12 à 16 et de l'article 7, § 1^{er}, 4^o et 5^o, qui ne sont pas d'application ainsi que du montant minimal de 5.000 EUR figurant à l'article 17 qui doit ici s'entendre par demande d'aide et non par investissement, les procédures, formes et modalités d'octroi sont celles fixées par le chapitre I^{er} du titre 2. Le détail du contenu de la demande d'aide individuelle est fixé par le Ministre. Le montant d'aide est fixé de façon à atteindre un taux d'intervention total de 40 % de la valeur de l'investissement. Ce montant n'intervient pas dans le calcul du montant total de l'aide à l'investissement sur la programmation 2007-2013 fixé à l'article 89.

Une CUMA dont la majorité des membres ont totalement abandonné leur quota de livraison de betteraves sucrières et/ou de chicorées dans le cadre de l'abandon au fonds de restructuration est également éligible.

§ 3. Pour être éligibles à l'aide fixée par le présent article, les investissements doivent être terminés et les factures introduites auprès de l'administration avant le 30 septembre 2010.

§ 4. Les aides sont octroyées dans la limite des moyens budgétaires disponibles. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4171

[2009/205967]

17. DEZEMBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 1538/91 der Kommission vom 5. Juni 1991 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1906/90 des Rates über Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über biologische Produktionsmethoden von landwirtschaftlichen Erzeugnissen und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2295/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EWG) Nr. 1907/90 des Rates über bestimmte Vermarktungsnormen für Eier festgelegt worden sind;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 509/2006 des Rates über die garantiert traditionellen Spezialitäten bei Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates vom 20. März 2006 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1975/2006 der Kommission vom 7. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates hinsichtlich der Kontrollverfahren und der Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen bei Maßnahmen zur Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1898/2006 der Kommission vom 14. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 510/2006 des Rates zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. September 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1857/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 70/2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1535/2007 der Kommission vom 20. Dezember 2007 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrar- und Fischereisektor (AB L 337 vom 21. Dezember 2007);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1320/2006 der Kommission vom 5. September 2006 mit Bestimmungen für den Übergang auf die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates (AB L 243 vom 6. September 2006);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 74/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 zur Abänderung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) (Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 320/2006 des Rates vom 20. Februar 2006 mit einer befristeten Umstrukturierungsregelung für die Zuckerindustrie in der Europäischen Gemeinschaft und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1290/2005 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Entscheidungen der Kommission vom 27. Juni 1977 und 29. Juli 1983 zur Änderung der Grenzen der benachteiligten Gebiete im Sinne der Richtlinie 75/268/EWG des Rates vom 28. April 1975 (Belgien);

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993, vom 16. Juli 1993, vom 13. Juli 2003 und vom 12. August 2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. Februar 1988 zur beruflichen Aus- und Weiterbildung von im landwirtschaftlichen Bereich tätigen Personen;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Februar 2007 über die Identifizierung der mithelfenden Ehepartner in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1951 zur Festlegung der Grenzen der landwirtschaftlichen Gebiete des Königreichs, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 1952, 8. März 1968 und 15. Februar 1974;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Mai 1993 über die berufliche Aus- und Weiterbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen und seiner späteren Abänderungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Januar 1998 über den Schutz von Kälbern in Kälberzuchtbetrieben;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. März 2000 über den Schutz der Tiere in den Tierzuchtbetrieben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2002 zur Ausführung des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die Berufsbildung in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Mai 2003 über den Schutz von Schweinen in Schweinezuchtbetrieben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 zur endgültigen Zulassung der wallonischen Zahlstelle für die durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, Abteilung Garantie, mitfinanzierten Ausgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert am 26. Januar 2006, am 21. Dezember 2006 und am 1. März 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. März 2005 über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. März 2005 über das Wohlergehen der zu Zuchtzwecken gehaltenen Laufvögel;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Oktober 2005 zur Festlegung von Mindestnormen bezüglich des Schutzes von Legehennen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Lebensmittelhygiene;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2005 über die Hygiene von Lebensmitteln tierischen Ursprungs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 22. Juni 2006 zur Festlegung der Richtlinien für die in Artikel 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik vorgesehene Cross-Compliance;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der Rahmenregelung der Gemeinschaft vom 27. Dezember 2006 für staatliche Beihilfen im Agrar- und Forstsektor 2007-2013 (AB 2006/C 319/01);

In der Erwägung, dass es unerlässlich ist, die Bedingungen für die Gewährung der im Umstrukturierungsprogramm für die Diversifizierung im Zuckersektor vorgesehenen EGFL-Beihilfen sehr schnell anzupassen;

In Erwägung der Dringlichkeit dieser Anpassungen, damit sie ab dem laufenden Zuckerwirtschaftsjahr Anwendung finden;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 84 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber oder eine Vereinigung von landwirtschaftlichen Betriebsinhabern, dessen oder deren Lieferquote für Zuckerrüben oder Zichorien für das Wirtschaftsjahr 2008/2009 im Rahmen der Abtretung zugunsten des Umstrukturierungsfonds verringert wurde und der oder die die in dem Titel 2 Kapitel I festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe erfüllt, ist berechtigt, außerhalb seines Investitionsplans einen Antrag oder mehrere Anträge auf Beihilfen einzureichen, die sich ausschließlich auf spezifische Materialinvestitionen für den Anbau und die Ernte von Zuckerrüben und Zichorien beziehen. Mit Ausnahme von Artikeln 12 bis 16 und von Artikel 7 § 1 4^o und 5^o, die nicht anwendbar sind, sowie vom in Artikel 17 angegebenen Mindestbetrag von 5.000 Euro, der hier pro Beihilfeantrag und nicht pro Investition zu verstehen ist, sind die Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung diejenigen, die in Titel 2 Kapitel I festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister fest.

Der Beihilfebetrug wird so festgelegt, dass ein gesamter Beteiligungssatz von 40% der Summe der Investition erreicht wird. Dieser Betrag wird bei der Berechnung des in Artikel 89 festgelegten Gesamtbetrags der Investitionsbeihilfe im Rahmen des Programmplanungszeitraums 2007-2013 nicht berücksichtigt.

Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, deren Mitglieder im Laufe des Wirtschaftsjahres 2008/2009 mehrheitlich mit einer Verringerung ihrer Lieferquoten für Zuckerrüben und/oder Zichorien konfrontiert worden sind, ist ebenfalls beihilfefähig.

§ 2 - Ein landwirtschaftlicher Betriebsinhaber oder eine landwirtschaftliche Vereinigung von landwirtschaftlichen Betriebsinhabern, dessen oder deren Lieferquote für Zuckerrüben oder Zichorien für das Wirtschaftsjahr 2008/2009 im Rahmen der Abtretung zugunsten des Umstrukturierungsfonds gänzlich aufgegeben wurde und der oder die die in Titel 2 Kapitel I festgelegten Kriterien für den Zugang zu der betreffenden Beihilfe erfüllt, ist berechtigt, außerhalb seines Investitionsplans einen oder mehrere Beihilfeanträge einzureichen, die sich ausschließlich auf Investitionen in bewegliche und unbewegliche Güter beziehen, die notwendig sind, um im Rahmen ihres Betriebs eine neue Produktion und/oder Aktivität zu beginnen.

Unter einer neuen Produktion oder Aktivität ist eine Produktion oder eine Aktivität zu verstehen, die vor der Abtretung der Lieferquote für Zuckerrüben oder Zichorien auf dem Betrieb durchgeführt wurde. Mit Ausnahme von Artikeln 12 bis 16 und von Artikel 7 § 1 4^o und 5^o, die nicht anwendbar sind, sowie vom in Artikel 17 angegebenen Mindestbetrag von 5.000 Euro, der hier pro Beihilfeantrag und nicht pro Investition zu verstehen ist, sind die Verfahren, Formvorschriften und Modalitäten für die Gewährung diejenigen, die in Titel 2 Kapitel I festgelegt werden. Die detaillierten inhaltlichen Vorgaben des individuellen Beihilfeantrags legt der Minister fest. Der Beihilfebetrug wird so festgelegt, dass ein gesamter Beteiligungssatz von 40% der Summe der Investition erreicht wird. Dieser Betrag wird bei der Berechnung des in Artikel 89 festgelegten Gesamtbetrags der Investitionsbeihilfe im Rahmen des Programmplanungszeitraums 2007-2013 nicht berücksichtigt.

Eine Gerätenutzungsgenossenschaft, deren Mitglieder mehrheitlich ihre Lieferquote für Zuckerrüben und/oder Zichorien im Rahmen der Abtretung zugunsten des Umstrukturierungsfonds vollständig abgetreten haben, ist ebenfalls beihilfefähig.

§ 3 - Um für die in dem vorliegenden Artikel bestimmte Beihilfe in Frage zu kommen, müssen die Investitionen abgeschlossen sein und müssen die Rechnungen vor dem 30. September 2010 bei der Verwaltung eingereicht werden.

§ 4 - Die Beihilfen werden in den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.»

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 17. Dezember 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur,
Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4171

[2009/205967]

**17 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008
betreffende de investeringen in de landbouwsector**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en opheffing van een aantal verordeningen;

- Gelet op Verordening (EG) nr. 2295/2003 van de Commissie van 23 september 2003 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EEG) nr. 1907/90 van de Raad betreffende bepaalde handelsnormen voor eieren;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);
- Gelet op Verordening (EG) nr. 509/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake gegarandeerde traditionele specialiteiten voor landbouwproducten en levensmiddelen;
- Gelet op Verordening (EEG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1975/2006 van de Commissie van 7 december 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad met betrekking tot de toepassing van controleprocedures en van de randvoorwaarden in het kader van de steunmaatregelen voor plattelandsontwikkeling;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1898/2006 van de Commissie van 14 december 2006 houdende vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 510/2006 van de Raad van 20 maart 2006 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, verwerken en afzetten en de wijziging van Verordening (EG) nr. 70/2001;
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1535/2007 van de Commissie van 20 december 2007 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun in de landbouwsector (PB L 337 van 21 december 2007);
- Gelet op Verordening (EG) nr. 1320/2006 van de Commissie van 5 september 2006 tot vaststelling van overgangsbepalingen inzake de in Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad voorziene steun voor plattelandsontwikkeling (PB L 243 van 6 september 2006);
- Gelet op Verordening (EG) nr. 74/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1698/2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO) (besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009);
- Gelet op Verordening (EG) nr. 320/2006 van de Raad van 20 februari 2006 tot instelling van een tijdelijke regeling voor de herstructurering van de suikerindustrie in de Europese Gemeenschap en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1290/2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;
- Gelet op de beslissingen van de Commissie van 27 juni 1977 en 29 juli 1983 tot wijziging van de grenzen van de probleemgebieden in de zin van Richtlijn 75/268/EEG van de Raad van 28 april 1975 (België);
- Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993, 16 juli 1993, 13 juli 2003 en 12 augustus 2003;
- Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;
- Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw-, en zeevisserijproducten;
- Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 29 februari 1988 betreffende de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;
- Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;
- Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië;
- Gelet op het decreet van 14 februari 2007 betreffende de identificatie van de meewerkende echtgenoten in de landbouw;
- Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1951 houdende grensbepaling van de landbouwstreken van het Rijk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 1952, 8 maart 1968 en 15 februari 1974;
- Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 27 mei 1993 betreffende de beroepsopleiding en de bijscholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en op de latere wijzigingen ervan;
- Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 1998 betreffende de bescherming van kalveren in kalverhouderijen;
- Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 2000 betreffende de bescherming van voor landbouwdoeleinden gehouden dieren;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 ter uitvoering van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw;
- Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 2003 betreffende de bescherming van varkens in varkenshouderijen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 houdende definitieve erkenning van de betalende Waalse instelling voor de door het EOGFL, afdeling Garantie medegefinancierde uitgaven;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd op 26 januari 2006, 21 december 2006 en 1 maart 2007;
- Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2005 betreffende Boek II van het van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2005 betreffende het welzijn van loopvogels gehouden voor landbouwdoeleinden;
- Gelet op het koninklijk besluit van 17 oktober 2005 tot vaststelling van de minimumnormen voor de bescherming van legkippen;
- Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne;
- Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2005 betreffende levensmiddelenhygiëne van dierlijke oorsprong;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot vastlegging van de richtsnoeren voor de randvoorwaarden bedoeld in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op de communautaire richtsnoeren van 27 december 2006 voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013 (PB 2006/C 319/01);

Overwegende dat de voorwaarden tot toekenning van de ELGF-steun voorzien in het herstructureringsprogramma voor de diversificatie in de suikersector zeer spoedig aangepast moeten worden;

Overwegende dat die aanpassingen dringend doorgevoerd moeten worden zodat ze van toepassing kunnen zijn vanaf de lopende suikercampagne;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 84 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector wordt vervangen als volgt :

« § 1. Een landbouwexploitant of een vereniging van landbouwexploitanten van wie het leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor de campagne 2008/2009 werd beperkt in het kader van de overdracht aan het herstructureringsfonds en die voldoet aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hem betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk I van titel 2, kan buiten zijn investeringsplan één of meer steunaanvragen indienen die alleen betrekking hebben op investeringen in materiaal specifiek voor de teelt en oogst van suikerbieten en cichorei. Met uitzondering van de artikelen 12 tot 16 en van artikel 7, § 1, 4° en 5°, die niet van toepassing zijn, alsook van het minimumbedrag van 5.000 euro bedoeld in artikel 17 dat hier als steunaanvraag en niet als investering beschouwd moet worden, zijn de toekenningsprocedures, -vormen en -modaliteiten degene die vastliggen in hoofdstuk I van titel 2. De inhoud van de aanvraag wordt nader bepaald door de Minister.

Het steunbedrag wordt vastgelegd zodat een totale tegemoetkomingsvoet van 40 % van de investeringswaarde bereikt kan worden. Dat bedrag komt niet in aanmerking voor de berekening van het in artikel 89 bepaalde totaalbedrag van de steun voor investering over de programmering 2007-2013.

Een CVGL waarvan de meeste leden een verminderd leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor de campagne 2008/2009 hebben gehad, komt ook in aanmerking.

§ 2. Een landbouwexploitant of een vereniging van landbouwexploitanten van wie het leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei voor de campagne 2008/2009 volledig is opgegeven is in het kader van de overdracht aan het herstructureringsfonds en die voldoet aan de toegangsvoorwaarden voor de steun die op hem betrekking heeft, zoals bepaald in hoofdstuk I, van titel 2, kan buiten zijn investeringsplan één of meer steunaanvragen indienen die alleen betrekking hebben op roerende en onroerende investeringen die nodig zijn voor het opstarten van een nieuwe productie en/of activiteit in het kader van hun exploitatie.

Onder nieuwe productie of activiteit wordt verstaan een productie of een activiteit die niet ontwikkeld was op het bedrijf voor de overdracht van de leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei. Met uitzondering van de artikelen 12 tot 16 en van artikel 7, § 1, 4° en 5°, die niet van toepassing zijn, alsook van het minimumbedrag van 5.000 euro bedoeld in artikel 17 dat hier als steunaanvraag en niet als investering gezien moet worden, zijn de toekenningsprocedures, -vormen en -modaliteiten degene die vastliggen in hoofdstuk I van titel 2. De inhoud van de individuele steunaanvraag wordt nader bepaald door de Minister. Het steunbedrag wordt vastgelegd zodat een totale tegemoetkomingsvoet van 40 % van de investeringswaarde bereikt kan worden. Dat bedrag komt niet in aanmerking voor de berekening van het in artikel 89 bepaalde totaalbedrag van de steun voor investering over de programmering 2007-2013.

Een CVGL waarvan de meeste leden hun leveringsquotum van suikerbieten en/of cichorei volledig hebben opgegeven in het kader van de overdracht aan het herstructureringsfonds komt ook in aanmerking.

Om in aanmerking te komen voor de bij dit artikel vastgelegde steun moeten de investeringen geëindigd worden en moeten de facturen vóór 30 september 2010 bij de administratie ingediend worden.

§ 4. De steun wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 17 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN